

Dossier sur l'homophobie dans le dancehall

Juin 2005, 12 des 13 concerts de Capleton sont annulés sur le territoire français. Capleton en entrevue, en juillet 2005 sur Inter-France, se dit victime de racisme. Pendant la même période, six des huit concerts de Sizzla sont annulés. Ces annulations sont le résultat d'une campagne nationale entamée par les organisations gaies et lesbiennes, qui vise à empêcher des artistes à propager des messages haineux envers les homosexuels. Cette situation qui semble nouvelle pour la France est loin de l'être. En fait, depuis le début de la campagne «Stop Murder Music» (trad. Arrêts de la Musique Meurtrière), instiguée par le groupe britannique OutRage! en juillet 2004, plus de 60 concerts d'artistes Dancehall ont été annulés en Europe et en Amérique du Nord. Leur revendication : l'arrêt complet de la diffusion de masse des chansons violentes et qui, dans certains cas, assez fréquents, appellent au meurtre de la communauté homosexuelle. La proportion des annulations a forcé l'industrie du Dancehall à s'asseoir à la table des négociations avec les organisations LGBT. En février 2005, une entente entre les deux camps a été conclue : la campagne «Stop Murder Music» allait être levée et en retour, l'industrie allait arrêter de promouvoir ce type de chansons.

Alors pourquoi la majorité des concerts de Capleton et Sizzla ont-ils été annulés quatre mois après la trêve ? La situation n'est pas simple. En fait, l'accord a été effectué entre les trois compagnies de disques majeures (VP, Greensleeves et JetStar), plusieurs promoteurs ainsi que le Black Gay Men's Advisory Group et OutRage!, deux organisations britanniques. Comme chaque organisation LGBT agit indépendamment l'une de l'autre, les associations françaises, qui ne s'étaient jusque-là pas prononcées sur le sujet, ont senti le besoin de manifester leur colère et leur dégoût faces aux paroles véhiculées par certains chanteurs jamaïcains. OutRage! leur a fait part de la trêve, mais ils l'ont ignorée, se tenant au fait que les chanteurs visés n'avaient jamais émis d'excuses envers leur communauté. Ils ont usé de leur influence pour faire stopper les concerts. Quand la gérance de Sizzla et celle de Capleton ont senti la soupe chaude sur le territoire français, ils ont toutes deux émis une note d'excuse, au nom de leur artiste respectif. Mais les organisations ont refusé les notes d'excuses, sous prétexte qu'elles ne s'adressaient pas aux communautés LGBT, qu'elles étaient trop vagues. Cela a probablement révolté plusieurs amateurs de Dancehall.

Au même titre que les compagnies de disques ne peuvent pas obliger les artistes à ne plus performer leurs chansons, OutRage! ne peut pas répondre des décisions des associations gaies et lesbiennes dans les autres pays. La trêve est un pas dans la bonne direction. Vingt mois après la signature, les compagnies de disques semblent avoir assez bien collaboré. On peut entendre quelques chansons à caractère homophobe sur les nouveaux disques, mais la proportion a énormément diminuée et il ne semble plus y avoir de messages qui appellent au meurtre. En Angleterre, seulement deux concerts ont été annulés depuis la trêve (1). Il faut comprendre la situation qui comporte plusieurs angles afin de pouvoir porter un jugement éclairé sur les événements présents et futurs.

EXPLICATION DE L'HOMOPHOBIE JAMAÏCAINE

Tout d'abord, un homosexuel ne choisit pas sa sexualité, il naît, attiré par les gens du même sexe. Cette personne peut choisir de vivre ou de refouler sa sexualité. Cette décision est souvent influencée par le milieu dans lequel ils évoluent. Bien que les droits des homosexuels aient connu une croissance fulgurante en Occident dans les 40 dernières années, l'homophobie peut être palpable à différents niveaux n'importe où sur la planète. La Jamaïque, pour des raisons sociales, a beaucoup plus de difficulté à gérer la non-conformité sexuelle. Le pays a toujours dans son code pénal une vieille loi britannique, qui date de 1864, qui punit une peine de dix ans pour les hommes qui ont (ou sont même soupçonnés) d'avoir des rapports sexuels avec un autre homme (2). Un Jamaïcain gai ne peut simplement pas vivre sa sexualité ouvertement. Les réactions de la population sont plutôt violentes et parfois même meurtrières spécifiquement dans les régions plus touchées par la pauvreté. En général, l'homme d'origine africaine, tout comme celui d'origine latine, a un comportement beaucoup plus macho que celui des autres groupes ethniques, ce qui explique partiellement la non-acceptance d'un comportement féminin chez l'homme. À celui-ci, si nous ajoutons le contexte social de pauvreté extrême où les gens choisissent de se réfugier dans le salut de la religion, qui condamne les rapports avec les gens de même sexe. Larry Chang, activiste gai d'origine chinoise, né en Jamaïque, explique que selon lui, la source remonte à l'esclavage. La fonction première qui définissait l'esclave en tant qu'homme était la reproduction. Donc un homme qui ne correspond pas à cette catégorie, ou pire encore, qui ne désire pas correspondre à cette catégorie, devient automatiquement une menace pour la sécurité psychologique de l'identité personnelle du mâle jamaïcain moyen. Les bases de sa virilité reposent sur la procréation et voilà qu'un homme se pointe et dit, "non, ce n'est pas ce que je veux faire de ma vie, je veux faire quelque chose de complètement différent". Donc, l'homosexualité déstabilise et renvoie un questionnement sur la fonction première de l'homme (3). Phillip Pike, auteur du documentaire «Songs of Freedom: Stories of Jamaica Gays & Lesbians» relate une anecdote racontée par sa cousine, étudiante en droit à l'University Of The West Indies, une université régionale qui regroupe des étudiants de tout la Caraïbe. Lorsque venait le temps d'aborder le thème des lois sur la sodomie, c'était toujours les hommes d'origine jamaïcains qui avaient les réactions les plus virulentes. La raison avancée serait que la Jamaïque aurait souffert d'un mode d'esclavage plus rude, plus laid, plus sale que plusieurs autres îles des Caraïbes.

CONTEXTE CULTUREL ET RELIGIEUX

Les Jamaïcains sont des gens pour qui la religion occupe une place prépondérante dans leur vie. Certains disent même que c'est l'endroit au monde où il y a le plus d'églises par habitant. 80% de la population est catholique, la majorité étant protestante. Les cinq autres dénominations les plus populaires sont : Église de Dieu (21,2%), Adventiste du Septième Jour (9%), Baptiste (8,8%), Pentecôte (7,6%), et Anglicans (5,5%) (4). Les religions non chrétiennes sont nombreuses, la plus populaire étant le Rastafarisme. L'Indouisme et le Bouddhisme sont également présents, mais en faible pourcentage. Le Rastafarisme, dont la majorité des musiciens de Reggae ont adhéré, est divisé en plusieurs branches. Les quatre plus populaires sont : Les Rastas Orthodoxes, L'Ordre Nyahbinghi, Les Douze Tribus d'Israël et Les Bobo Shantis. Toutes ces religions vont dans le même sens : elles condamnent l'homosexualité. Huit passages bibliques sont cités par les chrétiens afin de démontrer que l'homosexualité serait un péché (5). Le plus fréquemment utilisé étant Lévitique 18:22 "Tu ne coucheras pas avec un homme comme on couche avec une femme. C'est une abomination". Ajoutez à cela une loi qui renforce les valeurs véhiculées par les Églises, qui donne 10 ans d'emprisonnement; plus une police répressive qui semble prendre goût à humilier et violenter les gens qui sont soupçonnés d'être gai; plus une musique jouissant d'une popularité extrême, qui condamne de façon violente l'homosexualité. Ce cocktail explosif a établi un contexte hyper défavorable pour quiconque a une sexualité différente. À moins de vivre dans un des quartiers aisés, il est pratiquement impossible d'être ouvertement gai en Jamaïque. Et la violence a connu une croissance marquée avec la vague massive de chansons homophobes diffusées sur les ondes depuis le milieu des années 90.

DANCEHALL : LES CONSÉQUENCES

Comme le Reggae le faisait dans les années 70 et 80, le Ragga/Dancehall s'impose comme la musique des sans voix des nouvelles générations à partir du milieu des années 80. Il jouit d'une extrême popularité dans les Caraïbes et trouve une plateforme d'adeptes au niveau international. Mais contrairement au Reggae qui se voulait un combat contre l'oppression et un message d'amour universel, le Dancehall donne souvent dans la vulgarité et malheureusement glorifie le pouvoir de l'arme. Plusieurs chanteurs choisissent d'exprimer leur point de vue sur l'homosexualité à travers leurs chansons. Des chanteurs tels Yellowman et Shabba Ranks auraient été les premiers à divulguer des messages de haine vis-à-vis la communauté LGBT. La vague de violence promue dans le Dancehall remonterait à 1989, avec la chanson «Mumma Man» de Shabba Ranks où il exhorte de tuer les homosexuels. Trois ans plus tard, Buju Banton, qui n'en est qu'à ses débuts, obtient un de ses premiers hits avec la chanson «Boom Bye Bye». En décembre 1992, Buju Banton est invité à l'émission de variété britannique "The World", où on souhaite lui donner la chance de présenter ses excuses à la communauté LGBT. Une entrevue de Shabba Ranks est diffusée pendant l'émission, où il apporte son soutien à Buju Banton, en disant que les gais méritent la crucifixion. Sa carrière internationale va en être grandement affectée. Suite à ces incidents, la scène Dancehall aurait ralenti en popularité à l'extérieur des Caraïbes. Vers la fin des années 90, la vague de chansons homophobes ressurgit en Jamaïque et cette fois en proportion déraisonnable : Elephant Man, Beenie Man, Sizzla, Capleton, Bounty Killer, Spragga Benz et Vybz Kartel (pour ne nommer que ceux-là) semblent bien avoir compris que ce genre de chansons excite leurs fans. Chacun de ces artistes va faire des dizaines de chansons de haine et appelant la population à se débarrasser de ce qu'ils considèrent comme une impureté au niveau de la race.

Souvent incompréhensibles pour bien des amateurs de Dancehall, les termes dérogatoires utilisés sont : «Freaky Man», «Funny Man», «Poop Man», «Bigger Man», et les très populaires «Batty Man» (butt-man, c'est-à-dire homme de derrière) et «Chi Chi Man». Dans le jargon jamaïcain, «Chi Chi» signifie termites ou vermine. À ce point, on ne parlait plus d'une dizaine de chansons, mais probablement de plus de 300 chansons à être endiquées dont certaines ont connu une immense popularité dans les Caraïbes et sur la scène internationale. La violence engendrée envers la communauté LGBT en Jamaïque a augmenté considérablement suite à la diffusion massive de ces chansons (5).

BOOM BYE BYE INNA BATTY BOY HEAD

De tous les artistes homophobes, Buju Banton est peut-être le mieux placé pour comprendre les répercussions que des chansons homophobes peuvent entraîner sur une carrière. Avec «Batty Rider» et surtout «Boom Bye Bye», deux titres enregistrés en 1992, il subit toujours les conséquences 14 ans plus tard. Les paroles de «Boom Bye Bye» ne sont pas à prendre à la légère : elles appellent au meurtre : «tirez une balle dans la tête des gais, donnez-moi une semi-automatique, mieux encore un Uzi, tirez-les... leur peau doit se décoller (référence à verser de l'acide), brûlez-les comme de vieux pneus». Sa carrière internationale qui était prometteuse en 1995 a été parsemée d'embûches aux États-Unis après que des organisations gaies et lesbiennes aient réussi à faire annuler sa campagne promotionnelle télévisée et à faire retirer son album des stations de radios. Malgré les nombreuses opportunités qui lui ont été offertes, l'artiste ne s'est jamais excusé. En 1999, il disait en entrevue : «rien n'a changé, car ma vision d'une famille n'a pas changé. Cette chanson comporte un (bon) message" (6). Cette chanson est devenue l'hymne à la violence contre les gais en Jamaïque. Selon son agent, l'artiste ne performe plus cette chanson, sauf qu'il en est autrement dans la réalité : en 2001, la chanson a été incluse sur une compilation officielle de l'artiste et il la performe encore à quelques occasions, et pas plus loin qu'en 2006 (7). En juin 2004, Banton a été accusé de faire parti d'un groupe de gens armés qui est entré dans une maison où résidaient 6 gais, les ont entraînés dehors et les ont tabassés devant une foule qui encourageait leurs actes. Certaines des victimes ont porté plainte. Ce n'est que 15 mois plus tard que la police jamaïcaine a procédé à son arrestation, où il fut relâché sous liberté conditionnelle. En janvier 2006, il était acquitté pour manque de preuves. Amnesty International, qui a recueilli les déclarations des victimes en juin 2004 et qui était présente au procès ne va pas dans le même sens : Banton est été acquitté à cause de sa notoriété et d'un système de justice défaillant (8). Fait à noter : en mai 2005, entre les accusations et son procès, Banton enregistre un cover de Peter Tosh : «Them A Fi Get A Beaten» (trad. «ils doivent se faire tabasser»... coïncidences?

CHANSONS HOMOPHOBES

Vous voulez d'autres exemples? Ils pleuvent dans le répertoire Dancehall. En 1999, Beenie Man débute la chanson «Damn!» avec : «je rêve d'une Jamaïque qui exécuterait tous les gais», ou encore, «pendez les lesbiennes avec un long morceau de corde» («Han Up Deh», 2003). En 2001, Capleton obtient un énorme hit avec «Bun Out Di Chi Chi», où le refrain entonné va comme suit : «bun out di chi chi, blood out di chi chi», où il exhorte de brûler les gais. Mais ne vous en faites pas, il ne s'agit que d'un feu spirituel (sic). L'expression «blood out» est une expression graphiquement et particulièrement violente, qui pourrait se traduire par «démembrer avec un machette, couper, poignarder, fusiller». Après avoir connu plusieurs hits homophobes, Elephant Man revient à l'assaut en 2001 avec l'album et le single «Log On», qui désigne un type de danse utilisant le pied droit à répétition, comme si on écrasait une coquerelle. La chanson est claire : donnez des coups de pieds aux gais à répétition, piétinez-les comme de vieux torchons et brûlez-les avec une torche. Un an auparavant, Sizzla chante «les gais et les lesbiennes, je dis mort à eux, je ne fais pas confiance à Babylone pour une seconde, je m'en vais tirer sur les homosexuels avec mon arme» («To The Point», 2000). Pas convaincu? Vybz Kartel chante à son public : «une balle va leur ouvrir la tête, et étaler leurs pensées... Kartel en tire une dans la colonne vertébrale des homosexuels, ceux qui n'en meurent pas, deviendront aveugles» («Gunz Like Mine», 2002). Ou encore, Bounty Killer chante : «Les hommes qui ont des relations anales doivent être noyés» («Another Level», 1999). Une des chansons les plus populaires en 2001 est sans contredit le «Chi Chi Man» de TOK : «Nous ne voulons pas des homosexuels, brûlons-les... les balles (de fusil) vont voler... les homosexuels doivent mourir, et c'est un fait». Due à son immense popularité, cette chanson a même été utilisée pour les élections partielles de 2001 en Jamaïque, afin que l'opposition gagne le vote populaire, attaquant le premier ministre PJ Patterson, soupçonné d'être gai (9). Et des dizaines d'autres pourraient être cités! Ces chansons ont plusieurs points en commun : elles sont homophobes, appellent au meurtre et ont toutes connu un succès non négligeable dans les Caraïbes avec une diffusion de masse par les stations de radios locales. En plus de promouvoir l'homophobie dans les Caraïbes, elles exportent cette haine au niveau international, lorsque les discjockeys s'arrachent les nouveaux tubes provenant de leurs vedettes préférées.

NB : la référence au feu est à prendre au niveau «métaphorique», puisque les Jamaïcains font référence au feu biblique qui brûlerait ce qu'ils considèrent être corrompu. Cette symbolisation du feu sacré est utilisée à toutes les sauces dans le répertoire jamaïcain : brûler Babylone, le Vatican, le pape, la reine d'Angleterre, les politiciens, les gais, le barbier... Sizzla a même dit «brûlez les blancs!». (10)

VIOLENCE CONTRE LES GAIS

Depuis quelques années, des groupes comme Amnesty International et Human Rights Watch font de la pression au niveau du gouvernement Jamaïcain afin qu'il modifie sa charte des droits et libertés. Un rapport d'Amnesty International l'a qualifié de pays le plus homophobe de la planète (11). On ignore la quantité de crimes à caractère homophobe, tout simplement parce que la police n'ouvre jamais d'enquête par rapport aux homicides reliés aux homosexuels. J-FLAG, l'organisation gaie et lesbienne en Jamaïque, qui n'a pas pignon sur rue afin d'éviter les attaques haineuses, a compilé 47 meurtres «officiels» entre 1992 et 2001, reliés à l'orientation sexuelle (12). Parmi les nombreux crimes ayant fait les manchettes des journaux locaux, retenons ceux-ci : en août 1997, le directeur du pénitencier de Kingston propose la distribution de condoms à l'intérieur de son établissement afin de stopper la vague du SIDA. Les prisonniers ont répliqué en poignardant 2 personnes qui étaient soupçonnées d'être gais. Les gardes du pénitencier ont fait la grève, laissant l'institution avec une surveillance minimale et ainsi, des émeutes ont éclaté dans deux des pénitenciers de l'île. Bilan : 16 morts et 30 blessés (13). Dans un témoignage pour Amnesty International, un homosexuel se rappelle la mort tragique de son ami en 2003 : «Il devait être 2 heures du matin, mon ami se trouvait à une danse dans la communauté. Il s'amusait et dansait. À un moment donné, il a reçu une balle derrière la tête, et quand il se retourna, ses agresseurs lui ont tiré 3 balles au visage. Lorsqu'il s'écroula sur le sol, ils continuèrent de lui tirer dessus. Ils m'ont ensuite dit que j'étais le prochain, en ajoutant «battyman fi dead» (14). En juin 2004, Brian Williamson, ouvertement gai, fondateur du groupe J-FLAG qui donne des entrevues radio et télévisées en n'utilisant aucun pseudonyme se fait sauvagement assassiner à son domicile. Après avoir découvert le cadavre dans un bain de sang, poignardé plusieurs fois dans le cou, la police veut classer le crime comme un simple vol qui a mal tourné, puisque quelques effets personnels sont manquants. L'autopsie révélera que 77 coups de machettes et de couteau ont été trouvés sur son cadavre, dont plusieurs au visage (15). En novembre 2005, trois personnes armées pénètrent par effraction dans la maison de Steve Harvey, personnalité clé en Jamaïque qui oeuvrait pour la prévention du SIDA au sein de l'organisation Jamaica AIDS Support. Un des assaillants demande à Steve et ses compagnons : «il paraît que vous êtes gais?». Les deux compagnons nient les accusations, mais Steve reste silencieux. Les deux premiers ont été ligotés, tandis que Steve fut obligé de les accompagner. Deux heures plus tard, le corps de Steve est retrouvé, une balle à la tête (16). Quelques jours après le meurtre de Steve Harvey, les organisateurs du programme de l'ONU contre le SIDA (UNAIDS) émettent un communiqué dans lequel ils implorent le gouvernement Jamaïcain de faire le nécessaire afin d'amener les coupables devant la justice et de renforcer leurs efforts à contrer l'homophobie et tout autre source de discrimination qui nourrit la propagation du SIDA (17). La réputation de la police Jamaïcaine laissant grandement à désirer lorsqu'il s'agit de meurtre homophobe, des témoins civils ont été choisis pour observer l'enquête, afin de prouver que celle-ci allait être menée de la bonne manière (18). Quatre mois plus tard, trois jeunes adultes et un adolescente étaient accusés du meurtre Steve Harvey. Le procès, qui débutait en Novembre 2006, est toujours en cours. En décembre 2005, un jeune gai se noie au port de Kingston en voulant échapper à un attroupement qui le poursuit en lui criant des insultes et en le menaçant de mort (19). Tout dépendant du quartier où ils habitent, certains Jamaïcains efféminés vous diront qu'il vivent un enfer quotidien.

LE SIDA

Le SIDA étant associé à une maladie homosexuelle, les Jamaïcains sont très réticents à se présenter dans des cliniques ou des hôpitaux afin de faire effectuer les dépistages nécessaires, de peur des répressions du système. La propagation continue de messages homophobes à la radio ne fait que contribuer à augmenter le fléau. Après la région d'Afrique sub-Saharienne, les Caraïbes représentent l'endroit au monde où le virus gagne le plus de terrain avec un taux de 2,3% et atteint même jusqu'à 3% dans des pays tels que Haïti (20). En novembre 2004, le ministre du Développement International en Angleterre organisait un colloque à St-Kitts avec 18 ministres de la santé caraïbéens. Parmi ses recommandations, il demandait l'implication de personnalités musicales locales qui supporteraient les gens atteints du virus. En contrepartie, il n'hésitait pas à pointer du doigt certains artistes de Dancehall comme partiellement responsables avec le climat de terreur instauré dans leurs chansons (20).

LES NOTES D'EXCUSES "OFFICIELLES"

Lorsque la trêve fut signée en février 2005, OutRage! demandait à ce que chacun des artistes visés par la campagne 'Stop Murder Music' s'excusent publiquement. Cette demande ne fut pas retenue, puisque l'industrie du Dancehall ne peut pas répondre des actes des chanteurs concernés. Depuis quelques années, plusieurs notes d'excuses bidons ont été rédigées par la gérance des artistes, afin que ceux-ci puissent se produire en spectacle. Les excuses sont souvent vagues, ne parlent jamais des gais et lesbiennes, mais plutôt de «gens qui auraient pu être offensés par certaines chansons». La situation la plus ridicule arriva fut lorsque la campagne «Stop Murder Music» débutait, en août 2004; Virgin Records diffusait une note d'excuse officielle au nom de Beenie Man, juste avant sa tournée Nord Américaine. Le lendemain, le gérant de Beenie Man démentait la véracité de cette note d'excuses sur les ondes d'une station radio Jamaïcaine (21). Résultat : un tiers de sa tournée américaine fut annulé. Trois mois plus tard, frustré, il enregistrait «Badman Nah Apologize» (trad. «Le DeeJay ne s'excuse pas»). Depuis, Beenie Man semble avoir appris sa leçon. Sizzla a catégoriquement refusé de s'excuser, et ce, à plusieurs occasions : «ils ne peuvent pas me demander de m'excuser. C'est eux qui doivent s'excuser devant Dieu, car ils brisent la loi divine» (22). Lui aussi a fait une hymne à la «je-ne-m'excuserai-jamais» avec son single «Nah Apologize», en mars 2005... sauf qu'il a frappé un noeud lorsqu'il est arrivé en France : toute sa tournée fut annulée, malgré la note d'excuses tardive et évasive envoyée par sa gérance. Celle de Capleton a le mérite d'être disponible sur Internet, sous forme originale, avec sa signature. Étonnamment, la Jamaïque «corporative» a décidé de marcher dans la même direction que l'Occident, en essayant de faire respecter la trêve : six des plus importantes compagnies de l'île ont formé une coalition. Désormais, ils n'apporteraient plus leur soutien financier à un événement qui devrait inclure des chanteurs irrespectueux (23). Beenie Man et Bounty Killer furent tout deux mis sur la liste noire, après avoir chanté des chansons homophobes au «Supreme Venture Carnaval», en avril 2005. Les deux artistes ont produit une note d'excuses le lendemain de l'événement, mais c'est seulement 6 mois plus tard que la coalition a passé l'éponge (24). Plus récemment, le chanteur guadeloupéen Krys, pris entre l'arbre et l'écorce, s'est senti obligé de présenter des excuses à Vincent McDoom et à la communauté LGBT. Bien que les excuses présentées en direct par Krys semblaient plus ou moins sincères, il corrigea son tir en postant une note officielle sur son site web et la raffermit lors d'une entrevue avec Claudy Siar. Malheureusement, un mois plus tard, il perdait toute sa crédibilité face à ses excuses en enregistrant le morceau «Sa Kay Pli Lwen» (25). Soyons logique, comment peut-on s'attendre à ce que des chanteurs, provenant d'un milieu rurale hyper homophobe aient envie de s'excuser? Et même si un artiste avait compris que certaines chansons étaient allées trop loin et qu'il éprouvait un certain regret, imaginez l'humiliation qu'il devrait subir face à son public s'il venait à s'excuser! Un compromis qui pourrait être jugé acceptable serait que les chanteurs concernés arrêtent complètement de chanter ce type de chansons, tant au niveau national qu'international et c'est, en quelque sorte, ce que la trêve de février 2005 demandait. Si la communauté gaie et lesbienne veut plus, il y aura impasse.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Après avoir subi de nombreuses annulations et des pertes économiques considérables (estimation 5,3 millions d'Euro) (26), des artistes, des gérants, des promoteurs et des milliers d'amateurs de Dancehall ont crié haut et fort à la violation de la liberté d'expression. Critiquer l'homosexualité est une chose. Appeler au meurtre en est une autre. Ne perdons jamais cela de vue, car c'est la nature du conflit. Si les chanteurs de Dancehall n'avaient exprimé que leur opinion sur le sujet, la communauté LGBT n'aurait pas mis autant d'effort à mettre des bâtons dans les roues de l'industrie du Dancehall. Ce type de discours n'aurait jamais été toléré s'il avait été anti-sémite ou anti-noir. Alors pourquoi le tolérer, lorsqu'il s'agit de différence sexuelle? Pour des prétextes religieux? L'incitation au meurtre est une offense au code pénal dans plusieurs pays, c'est pourquoi Sizzla et d'autres se sont fait refuser leur visa ou sont entrés sous liberté conditionnelle et devaient respecter les lois en place qui interdisent la propagation de messages haineux envers les minorités. Une collectivité se doit de refuser ce type de message, peu importe que des individus soient d'accord ou pas avec les activités d'un groupe minoritaire. Ce type de discours, spécifiquement lorsqu'il vient d'une personne qui a une certaine notoriété publique, peut engendrer des actes sanglants.

INDUSTRIE TOURISTIQUE

Selon un rapport des Nations Unies qui date de Décembre 2003, la Jamaïque occupe la cinquième place sur la liste des pays avec le plus haut taux de meurtres par capita, après la Colombie, l'Afrique du Sud, le Swaziland et le Guatemala (27). Les données publiées par le journal local «The Jamaican Observer» démontre une augmentation fulgurante du taux d'homicides entre 2004 et 2005 (28). La glorification du «fusil» par certains artistes jamaïcains et le recours à la violence incité dans certaines chansons peuvent avoir des répercussion sur le mode de vie de certains individus. Les artistes concernés qui s'obstinent à ne pas changer leur message ne se rendent pas compte qu'ils ternissent l'image de la société jamaïcaine au complet. C'est l'industrie du Reggae qui se fait pointer du doigt. Ont-ils pensé aux répercussions que cela peut engendrer sur l'industrie touristique Jamaïcaine et des Caraïbes en général. Une industrie où des centaines de milliers d'emplois sont directement ou indirectement reliés? Si la violence continue d'augmenter et que le SIDA prend des proportions démesurées, qu'advient-il de cette industrie? Bien que peu d'artistes jamaïcains semblent assez confortables pour se prononcer sur ce conflit, il semble qu'il y ait un mécontentement face aux chanteurs qui s'obstinent à ne pas passer à autre chose.

ÉVOLUTION DU CONFLIT

Les annulations de concerts engendré par la campagne 'Stop Murder Music' de OutRage! se voulait un mal nécessaire afin de faire renverser la vapeur. L'histoire récente en témoigne. Mais malheureusement ces annulations peuvent avoir l'effet non-désiré de créer des sentiments homophobes chez des gens qui n'en avait pas au départ. Les associations LGBT devraient diversifié leur tactiques afin de ne pas irriter les gens outre mesure. Si un artiste accepte de se produire en France ou dans un autre pays et que le promoteur lui demande de signer une clause comme quoi les chansons performées respecteront la charte des droits et des libertés des individus, cet artiste devrait pouvoir se produire. Comment réagir lorsque ce même artiste, une fois revenu dans son pays d'origine, continue à promouvoir ces messages haineux? Si un artiste envoie une note d'excuses dite «officielle» souvent composée par la gérance de l'artiste afin qu'il puisse se produire en concert et que plus tard il revient à l'assaut avec le même type de chansons, comment réagir face à l'hypocrisie d'une telle attitude? Les réponses à ces questions varieront tout dépendant des individus et des organisations. Jamais les journaux locaux jamaïcains n'ont publié autant d'articles sur les homosexuels et la revendication de leur droits. Les chanteurs de dancehall auront probablement produit, durant la crise qu'ils ont eux même créée, le débalancement nécessaire pour que la société jamaïcaine et antillaise puisse affronter leur homophobie exagérée et prenne les décisions nécessaires pour modifier les lois et grandir en laissant plus d'acceptation.

REFEREFENCES

Références

- (1) Ceasefire brokered in reggae lyrics war (par Hugh Muir) (The Guardian Unlimited) (5 février 2005) (<http://www.guardian.co.uk/arts/news/story/0,11711,1406501,00.html>)
- (2) l'article 76 du 'Jamaican Offences Against the Person Act' punit l'«abominable crime de sodomie» d'une peine pouvant atteindre 10 ans d'emprisonnement avec travaux forcés. L'article 79 du même acte punit n'importe quel contact physique intime entre deux hommes en publique ou en privé avec une peine d'emprisonnement d'une durée allant jusqu'à deux ans et la possibilité de travaux forcés. ([je l'ai traduit](#))
- (3) extrait du documentaire «Songs Of Freedom: Stories of Jamaica Gays & Lesbians» (par Phillip Pike) (Jahloveboy Productions, 2002)
- (4) source A) Wikipedia. source B) CIA:The World Factbook (<https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/jm.html>)
- (5) rapport Human Right Watch, Novembre 2004 ([reste à trouver la page](#))
- (5) Huit passages de la Bible sont cité pour condamné les actes homosexuels, mais deux d'entre eux ne sont plus utilisés. Quatre proviennent de l'Ancien Testament : (Genèse 19:1-5, Lévitique 18:22, Lévitique 20:13 and Deutéronome 23:17). Les quatre autres se trouvent dans le Nouveau Testament (Première épître aux Corinthiens 6:9-10, Épître aux Romains 1:21-31, Première épître de Paul à Timothée 1:9-10 et les Juges 19:22). [www.gaychurch.org](http://www.gaychurch.org/Gay_and_Christian_YES/calling_the_rainbow_nation_home/7_gac_the_clobber_passages.htm) (http://www.gaychurch.org/Gay_and_Christian_YES/calling_the_rainbow_nation_home/7_gac_the_clobber_passages.htm)
- (6) Straight through the Heart – Between the lines (par Robert Brunett) (Fugue) (20 septembre 2001) (http://fugues.vortex.qc.ca/main.cfm?p=100&Article_ID=1166)
- (7) le 29 mai 2006 au Miami Memorial Fest (Miami, Floride) (http://jasmynecannick.typepad.com/jasmynecannickcom/2006/09/buju_banton_sti.html) et le 29 juin 2006, à Rome en Italie (<http://www.reggae.it/index.php?name=PNphpBB2&file=viewtopic&t=222>)
- (8) Maria Carla Gullotta journaliste et personne en charge de la division Jamaïcaine d'Amnesty International Aout 2004 (<http://www.rototomsunsplash.com/index.php?id=28,82,0,0,1,0>)
Fevrier 2006 (<http://www.rototomsunsplash.com/index.php?id=76,574,0,0,1,0>)
- AUTRE http://www.ilga.org/news_results.asp?LanguageID=1&FileCategory=54&ZoneID=5&FileID=306
- (9) 'I'm no Chi Chi man': PJ says rumours about his sexuality a wicked act (KingJams.com) (14 juin 2001) (<http://www.kingjams.com/news/136.asp>)
- (10) incident qui s'est passé au Sumfest 1998 en Jamaïque (article The Fiya Burn Controversy) (par Gregory Stephens) (Juillet 2001) (http://www.jahworks.org/music/features/fire_burn.html)
- (11) "Battybwoys affi dead": Action against homophobia in Jamaica (Amnesty International, Mai 2004) (http://www.amnestyusa.org/outfront/jamaica_report.html)
- (12) A Culture of Intolerance: Insights on the Chi Chi Man Craze and Jamaican Gender Relations (by Gregory Stephens) (Jahworks.org) (Spring 2002) (http://www.jahworks.org/music/interview/jflag_interview.html)
- (13) Jamaica Prison Riots Kill 16 (PlanetOut.com) (25 août 1997) (<http://www.planetout.com/news/article-print.html?1997/08/25/1>)
- (14) "Battybwoys affi dead": Action against homophobia in Jamaica (Amnesty International, Mai 2004) (http://www.amnestyusa.org/outfront/jamaica_report.html)
- (15) Gay rights activist stabbed to death (Jamaica Observer, 10 juin 2004) (http://www.jamaicaobserver.com/news/html/20040610T000000-0500_61018_OBS_GAY_RIGHTS_ACTIVIST_STABBED_TO_DEATH.asp)
<http://www.jamaica-gleaner.com/gleaner/20060504/news/news2.html>
- (16) AIDS activist slain in Jamaica (par Jen Christiansen) (2 décembre 2005, PlanetOut Network) (http://www.gay.com/news/article.html?coll=news_articles&sernum=2005/12/02/2&tpage=1)
- (17) UN agency deplores killing of AIDS activist in Jamaica (Inter-American Institute Of Human Rights, 8 décembre 2005)

http://www.iidh.ed.cr/comunidades/Ombudsnet/english/noticias_despliegue.aspx?Codigo=268

(18) Civilian to monitor cops' probe of gay man's murder (par Paul Clarke) (Jamaica Observer, 9 décembre 2005)

http://www.jamaicaobserver.com/news/html/20051209T000000-0500_94217_OBS_CIVILIAN_TO_MONITOR_COPS__PROBE_OF_GAY_MAN_S_MURDER_.asp

(19) Anti-Gay Violence Claims Another Life In Jamaica (www.365gay.com) (4 janvier 2006)

<http://www.365gay.com/Newscon06/01/010406jamaica.htm>

(20) Reggae stars 'fuel spread of HIV' (par Sarah Boseley) (The Guardian, 22 novembre 2004)

http://www.guardian.co.uk/uk_news/story/0,,1356547,00.html

(21) Anti-Gay Singer Denies Apology (par Peter Moore) (365gay.com, 4 août 2004)

<http://www.365gay.com/newscon04/08/080404BeenieRetract.htm>

(22) No apology from 'anti-gay' singer (BBC News, 25 novembre 2004)

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/entertainment/music/4041183.stm>

(23) DJ boycott: Corporate giants threatening to withdraw support from music industry (Jamaica Gleaner, 2 octobre 2004)

<http://www.jamaica-gleaner.com/gleaner/20041002/lead/lead1.html>

(24) Beenie Man and Bounty Killer banned!! (The Jamaica Star, 29 avril 2005)

http://www.dancehallusa.com/news/article_2005_05_1_0603.html

(25) Sa Kay Pli Lwen (chanson de Krys disponible sur internet à la fin d'octobre 2006. Krys s'exprime sur son apparation du 15 septembre à l'émission de Cautet)

<http://www.netmassif.com/article-623.html>

(26) Dancehall, Gay Lobby Pact (par Alex Mar) (Rolling Stone, 7 février 2005)

http://www.rollingstone.com/news/story/6957348/dancehall_gay_lobby_pact

(27) Average homicides per 100,000 inhabitants (United Nation Office on Drugs And Crime, Decembre 2003)

www.unodc.org/pdf/crime/forum/forum3.pdf

(28) Criminals have uptowners cowering (par Olivia Leigh Campbell) (Jamaica Observer, 2 avril 2006)

http://www.jamaicaobserver.com/news/html/20060401T190000-0500_101776_OBS_CRIMINALS_HAVE_UPTOWNERS_COWERING_.asp